

Le bandit KISALA

abattu

Suite de la page 1

deux autres énergumènes le 31 juillet 1978 les nommés Atchwama et Mayala.

Ce sera le début d'un roman policier que Kisala de sa prison de Bukavu jouera. S'évadant à la surprise générale, il sera repris au milieu d'une rafale de balles provoquée par lui à Funu dans la zone de Kadutu après quelques opérations à Idjwi, son coin de prédilection.

Méditant sur son sort, Kisala tombera malade et se verra élargi à la faveur d'une grâce occasionnée par son amputation d'un bras dû à une infection.

Ayant juré de se reconverter à la vie normale, Kisala manchot regagnera son île sous l'oeil médusé et séduit de la population. L'opinion était convaincue qu'à l'image de Karhendezile, le chat échaudé pourrait redorer son blason. Erreur, car on se défait difficilement d'une habitude. Kisala né à Idjwi succombera à Idjwi le 25 février 1985 en compagnie d'autres comparses fidèles.

Quatre de ses acolytes : Bahati Rusaku, Mwanza Bifuko, Mazimpaka Bifuko et Butera Muhindanga ont échappé au supplice. Ils auraient disparu de la circulation en emportant dans leur ombre le directeur de la prison d'Idjwi, le citoyen Bamporiki.

L'opinion s'attend à l'arrestation de ces derniers et surtout à l'arrêt de leur jugement. Au bas au Commissariat de Zone Yogo Palaso qui a réalisé ce coup de filet. Mais en dernière minute on signale l'arrestation par la cheftaine du groupement de Katana en date du 27 février de quatre membres de ce groupe. Leurs noms n'ont pas été révélés.

KAJANGU MUSUSU.

d'information dans quelques pays africains frappés par cette calamité, notamment le Soudan, le Mali et le Niger.

Evidemment le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar qui a initié le projet de cette rencontre a été fort touché par les propos lancés devant la tribune de la FAO à Rome en novembre 1984, par le Président du Niger et président en exercice du comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, M. Kountché Seyni. Ce dernier, le coeur gros, avait brossé un sombre tableau pour l'avenir de cette partie de notre continent. En 1984 le déficit céréalier avait atteint le chiffre de 1.750.000 tonnes. Or, depuis 1970, la croissance de la population a augmenté de 3 % mais la courbe de production n'avait progressé que de 1,5 %. Conséquence : le taux d'autosuffisance alimentaire de 98 % en 1960 était tombé à 86 % en 1980. Un chiffre qui ne cesse de baisser davantage.

Plusieurs pays ont été touchés par la sécheresse. Notamment l'Ethiopie dont le déficit céréalier est accentué par une sécheresse persistante. Environ une dizaine de pays figurent sur cette "liste noire" : le Tchad, le Soudan, le Mozambique, le Kenya, le Mali, la Mauritanie, l'Angola, l'Ethiopie et le Niger.

A la suite d'une campagne à grand renfort de publicité souvent dénaturée, dans la presse surtout occidentale, les gouvernements et surtout l'opinion

Concertation à Genève

Suite de la page 1

Eyenga Sana.

ont été sensibilisés et cela a engendré une vague de générosité.

L'Europe qui envoie à l'Afrique ses excédents alimentaires, les fait assortir souvent de conditions politiques. N'eût été la vive réaction enregistrée par l'opinion mondiale sur l'attitude de certains Etats vis-à-vis de ce qui se passe en Ethiopie l'aide alimentaire n'allait pas affluer.

Cela a même donné l'occasion à Washington de se hisser à la tête des pays donateurs, notamment en Ethiopie et ailleurs malgré que le gouvernement d'Addis Abéba était taxé de "pouvoir rouge" qui menait la vie dure à la minorité erhytréenne.

Si en 1984, les Etats-Unis ont fourni plus de 500.000 tonnes de vivres dont 215.000 tonnes destinées à l'Ethiopie, en 1985, Washington prévoit plus d'un milliard de dollars d'aide pour l'Afrique réparties en trois catégories (secours d'urgence aux populations menacées de famine, l'aide à long terme et l'aide alimentaire). L'administration Reagan prévoit 3 millions de tonnes d'aide alimentaire destinée à prévenir la famine en Afrique. Mais il faut le double du volume prévu par les Américains. C'est

ce qu'il faudra réunir et répartir dans les zones les plus touchées.

Ainsi donc, la

conférence de Genève est invitée à trouver des solutions de déficit alimentaire et les moyens de faire parvenir à temps l'aide auprès des populations nécessiteuses.

Tout porte à croire que les donateurs et les secouristes vont sans doute sauver beaucoup d'êtres humains dans les régions africaines touchées par la famine. Mais, l'aide qui commence à affluer - contrairement aux deux dernières années - arrive pour beaucoup d'entre les nécessiteux trop tard. Cependant, elle altère les conséquences d'une catastrophe mais elle ne résoud pas le problème

l'avait si bien écrit un confère occidental. Si les occidentaux ne pas maîtriser suffisamment paramètres économiques ou de l'auto-suffisance si pas l'abondance alimentaire, il certain que mêmes Etats s'efforcent pas nous aider comme se doit. Au lieu ces actions pontuelles de saupdrage qui n'ont qu'un effet rent, ils plutôt échafauder des plans solides et promouvoir création d'un fond spécial d'aide pour conjurer la famine partant la sécheresse et la désertification.

Ce "plan Marshall pour l'Afrique" pourrait être bénéfique pour les deux hémisphères.

Editorial

Suite de la page 1

PRESERVER LA PAIX SOCIALE

de l'Etat, de l'interdiction de certains emplois aux travailleurs étrangers, de la restructuration de l'ONL, des traités, etc... A ce dernier sujet, l'UNTZA a annoncé la couleur de la "tripartite" du mois d'avril que le Président Fondateur convoquera sous forme des Etats-généralistes.

Le syndicat a réclamé l'uniformisation des barèmes salariaux entre les expatriés et les nationaux de même qualification.

Le 5 décembre 1984, le Guide n'avait-il pas déclaré que "la rigueur, la bonne gestion" signifierait aussi que les entreprises maîtrisent leurs frais généraux, leurs coûts d'exploitation en ramenant à des proportions raisonnables l'impact de leur main-d'oeuvre expatriée.

D'où ce problème posé lors de la 18^e session à propos de la remise en ordre des tensions salariales.

Ne l'oublions pas, cette saine gestion des entreprises passe nécessairement par la prise des sanctions exemplaires à l'endroit des auteurs de détournements restés jusqu'ici impunis.

D'où ce problème posé lors de la 18^e session à propos de la remise en ordre des tensions salariales.

Ne l'oublions pas, cette saine gestion des entreprises passe nécessairement par la prise des sanctions exemplaires à l'endroit des auteurs de détournements restés jusqu'ici impunis.

Il a fallu un certain courage au secrétaire général de l'UNTZA, le citoyen Kombo pour ne pas trop exiger de l'Etat, au moment où la rigueur bat son plein, où l'opinion s'élève sur les dépenses, où le pouvoir d'achat se rétrécit.

La tâche n'a pas été facile mais, les syndicalistes ont cherché à tabler sur les conquêtes qualitatives. C'est-à-dire les victoires au niveau des conventions collectives.

La réunion du dernier conseil général de l'UNTZA a donc balayé les zones d'ombres sur certaines tâches essentielles de la centrale syndicale qui devait définir sa position face aux nombreux problèmes sociaux évoqués par le Chef du Parti lors de son discours d'investiture.

Les résolutions et recommandations des syndicats viennent donc rassurer les masses laborieuses.

En attendant le grand débat prévu lors des Etats-généralistes, l'on peut dire que le syndicat joue la discrétion tout en demeurant prudent sur l'essentiel de ses exigences. C'est pourquoi, le secrétaire général Kombo a lancé un appel pressant à la discipline, à la vigilance et à l'accroissement de la production afin de sauvegarder les acquis de notre Révolution.

J U A.

JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Suite de la page 1

gionaux et le moyen de transport à sa disposition, elle compte se mettre à l'oeuvre dès avril de cette année, a-t-elle indiqué.

L'année 1985, quant à elle, a été ouverte par deux projets initiés conjointement par le Conseil exécutif et l'UNICEF. Il s'agit de la coopération des tissus teints. 60 femmes prises au niveau de toutes les associations ont été retenues et seront initiées au métier de teinturerie

par des formateurs venus de Kinshasa. De ces 60 femmes, 4 seront formées pour la vulgarisation de ce métier dans les sous-régions.

Le 2^e projet concerne une session de démonstration et de vulgarisation des technologies appropriées pour la région du Kivu afin d'alléger les travaux domestiques et champêtres de la maman ménagère et paysanne qui constituent la majorité au Kivu.

"Pas de développement social sans la contribution de la femme", tel a été le mot clé de Mama Bachu lorsqu'elle lançait un appel à toute la population du Kivu sans distinction de sexe pour la contribution à la réussite de la journée du 8 mars, car, a-t-elle conclu, les activités de la Condition féminine n'ont pas un caractère féministe. C'est plutôt une affaire de tous.

Bujiriri Mwangaza.